

***Le rôle de l'intégration financière et  
la situation au Maghreb***

# Le rôle positif de l'intégration financière dans l'intégration régionale

- En soutenant le commerce régional et le développement d'un secteur financier régional qui, à travers expansion permet de:
  - i. faciliter l'échange de biens et services ;
  - ii. diversifier le risque et augmenter les choix d'investissements ;
  - iii. mobiliser l'épargne ;
  - iv. baisser les taux d'intérêt.

# Des études récentes corroborent ces effets positifs

- Surtout dans les économies des pays développés et à revenu moyen comme les pays du Maghreb .
  - une étude FMI montre le lien direct est difficile à établir mais très forte corrélation entre intégration financière, développement du secteur financier et croissance économique
- La clé pour cet impact positif en fonction de bonnes:
  - politiques macroéconomiques (prudence fiscale, monétaire et de taux de change)
  - microéconomiques (supervision bancaire, climat des affaires, secteur financier ouvert)

***L'harmonisation/intégration  
financière au Maghreb***

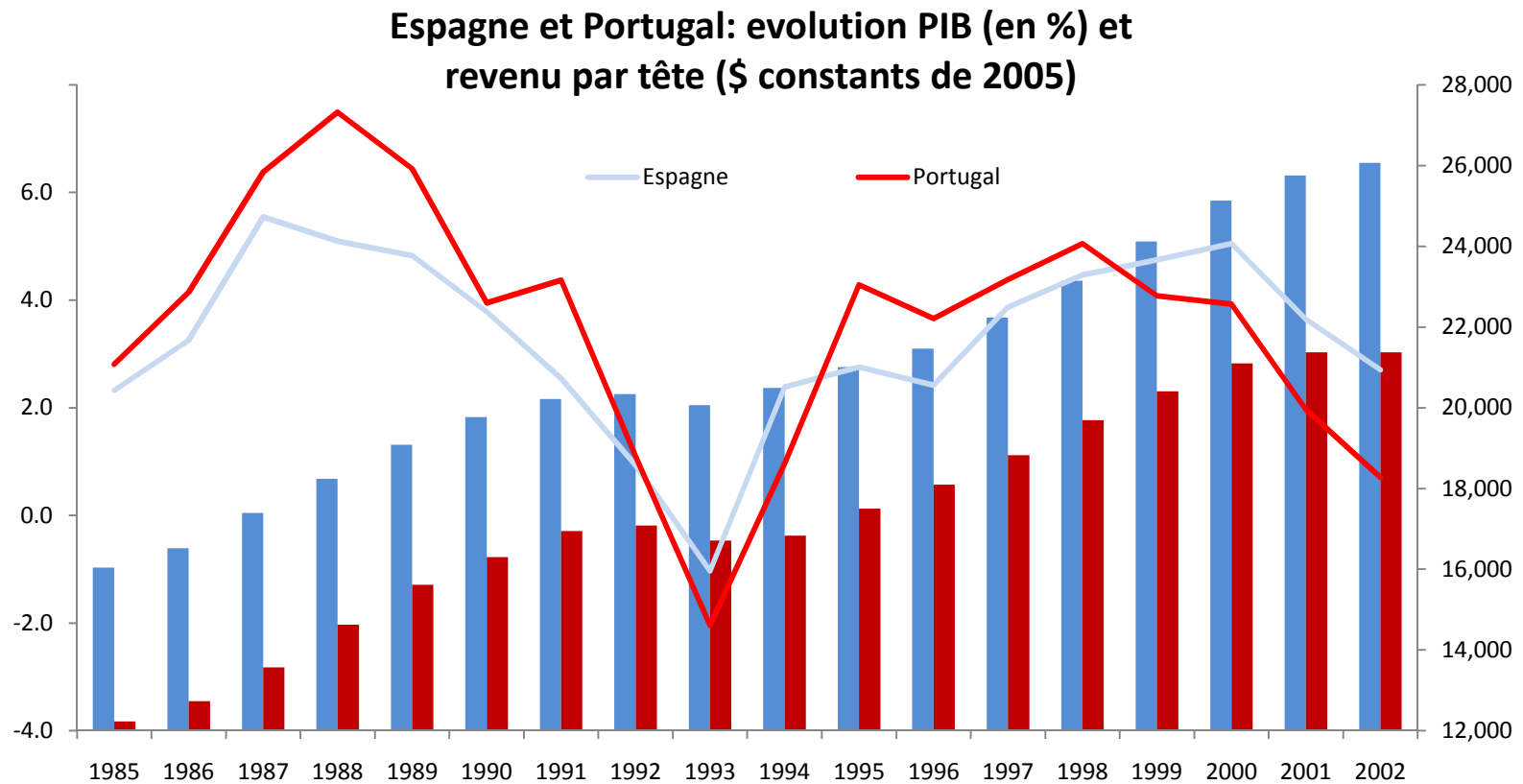
# L'état d'avancement

- Comme le constate une étude du FMI (WP 07/125), le Maghreb a fait des progrès très importants;
- Mais le secteur financier continue à:
  - i. être dominé secteur bancaire et forte présence étatique ;
  - ii. ouverture financière réduite ;
  - iii. disparités dans la solidité du secteur ;
  - iv. inefficacité et niveau de CNP relativement élevé ;
  - v. marchés de dette réduits à l'exception du Maroc et la Tunisie ;
  - vi. secteur investisseurs institutionnels et des micro-finances embryonnaires ;
  - vii. manques dans le système de supervision et régulation malgré les progrès;
  - viii. système encore fortement basé sur le règlement en espèces mais qui se transforme.
- Les projets régionaux sont toujours peu développés (ex. accord 1991 ou Banque Affaire Maghrébine).
- Rapport 2009 FMI confirme les conclusions.

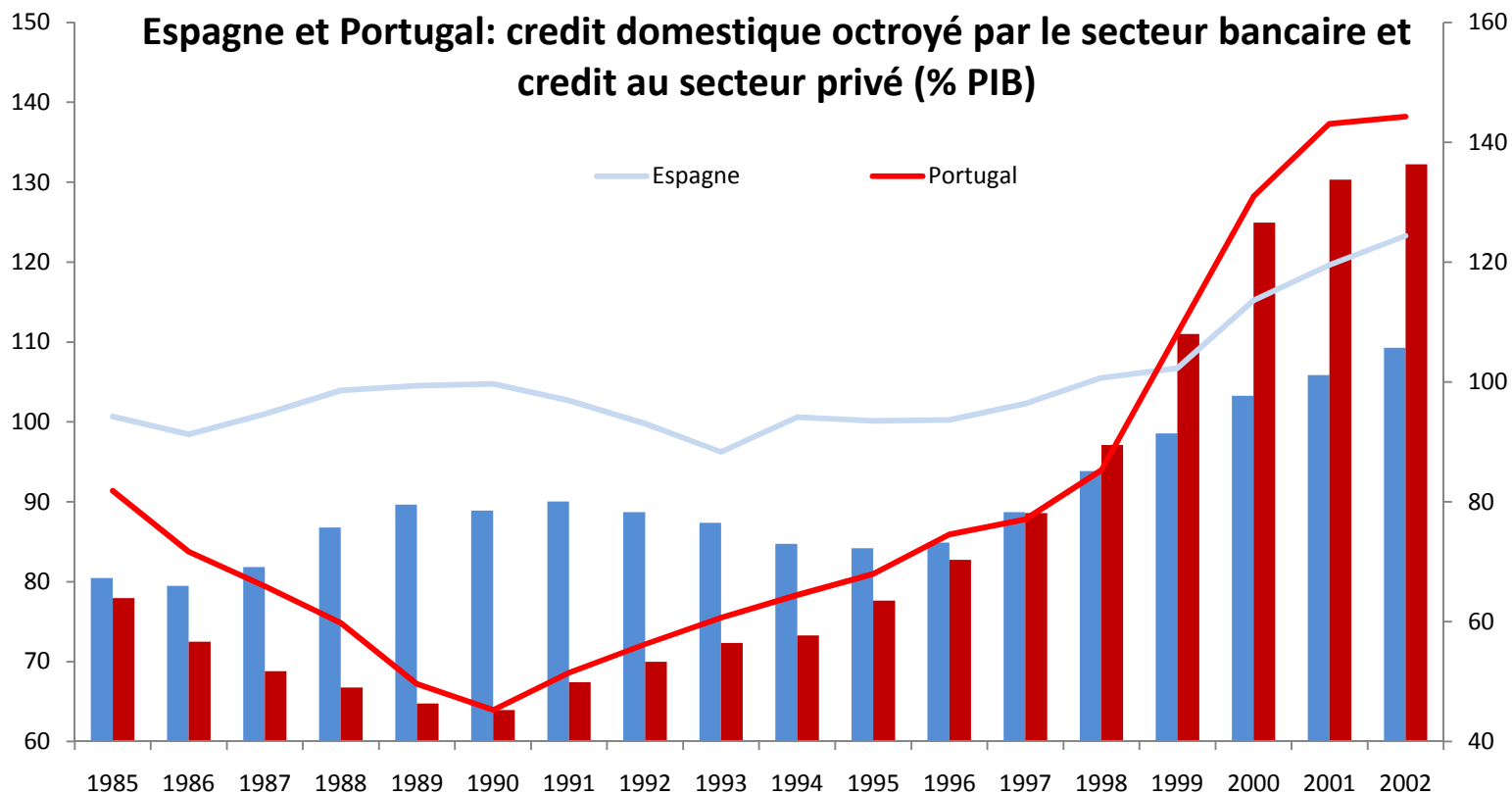
# Leçons d'autres régions: CEE/UE et CCG

1. Adopter une approche graduelle ;
2. Assurer la stabilité macroéconomique dans tous les pays ;
3. Renforcer les systèmes financiers ;
4. Harmoniser les règles et normes ;
5. Développer un système de supervision régional ;
6. Lever les restrictions sur les échanges des biens et services.

# L'exemple de l'Espagne et le Portugal lors de son adhésion a la CEE



# Forte croissance du crédit domestique et du crédit privé





# Suivie d'un forte baisse des taux d'intérêt

Espagne et Portugal: taux intérêt dette publique (en %)

